

Les politiques agricoles et alimentaires en Roumanie

Dumitru D.

Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires

Montpellier : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4)

1993

pages 79-80

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400037>

To cite this article / Pour citer cet article

Dumitru D. **Les politiques agricoles et alimentaires en Roumanie.** *Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires*. Montpellier : CIHEAM, 1993. p. 79-80 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les politiques agricoles et alimentaires en Roumanie

Dumitru Dumitru

Institut d'Economie Agraire, Bucarest (Roumanie)

Les alternatives des politiques agricoles et alimentaires en Roumanie sont déterminées par une série de facteurs quantitatifs et qualitatifs, endogènes et exogènes, qui ont leurs particularités, distinctes de celles des pays méditerranéens.

❑ **Quantitativement** : la Roumanie, qui se situe en dessous de certains standards internationaux pour ce qui concerne les indicateurs du niveau de développement économique, peut être considérée comme un pays en voie de développement.

❑ **Qualitativement** : la Roumanie se trouve dans un processus de transition d'une économie socialiste centralisée bureaucratique vers une économie de marché.

Cette période de transition implique la cohabitation obligatoire de deux systèmes, de deux structures :

- une vieille structure, héritée du passé, qui représente encore le support matériel de la vie sociale et qui, malgré ses déficiences, doit être gérée ;
- une structure nouvelle, qui doit être graduellement introduite par des institutions et mécanismes du marché.

A la lumière de ces considérations générales, cette présentation essaye d'aborder l'ensemble des problèmes de politiques agricoles et alimentaires en Roumanie pendant la période de transition.

1► La transition à l'économie de marché (qui détermine des mutations fondamentales exprimées par la dissolution de vieilles structures et la formation de nouvelles structures) et l'élaboration d'une stratégie cohérente en Roumanie exigent sa consolidation sur des plans multiples. On peut commencer par la définition des objectifs du développement de l'économie agro-alimentaire dans une approche globale et par l'analyse des processus économiques et sociaux que ce développement met en mouvement pour aboutir à des mesures opérationnelles, d'organisation et de législation.

2► La sécurité alimentaire constitue l'un des objectifs stratégiques fondamentaux du développement socio-économique de la Roumanie. Il ne s'agit pas d'un objectif accidentel, local, mais s'inscrit dans les préoccupations les plus importantes de la communauté internationale.

Le concept de sécurité alimentaire signifie généralement l'assurance de la possibilité, pour la totalité de la population, de disposer en permanence de la quantité d'aliments nécessaire à une vie active et saine. Cela suppose :

- d'une part, la production à l'intérieur du pays d'un nombre suffisant de produits permettant d'assurer une consommation alimentaire croissante ou, si les avantages comparatifs le permettent, le complément d'une partie des besoins de consommation alimentaire par les importations,
- d'autre part, l'assurance de revenus suffisants pour l'acquisition des produits alimentaires nécessaires.

En conséquence, la sécurité alimentaire en Roumanie dépend non seulement du développement de la production d'aliments et de leur coût, mais aussi de la croissance économique générale – dont l'expression synthétique est le produit intérieur brut –, ainsi que de l'intégration efficace à l'économie européenne et mondiale.

Potentiellement, la Roumanie peut produire les denrées alimentaires nécessaires à sa consommation et dégager des excédents pour l'exportation. Cela impose, comme option stratégique, le développement plurisectoriel de l'agriculture, subordonné à la sécurité de l'approvisionnement de la consommation alimentaire. Cela exclut le développement autarcique, car notre pays peut participer éventuellement à la division internationale du travail dans le secteur agro-alimentaire sur la base du critère de l'efficacité économique et des avantages comparatifs. Le développement plurisectoriel de l'agriculture assure une utilisation plus efficace des conditions pédoclimatiques et de la main-d'œuvre et fait que

l'activité de cette branche est moins vulnérable aux oscillations inhérentes aux facteurs naturels et à celles des marchés interne et externe.

L'intégration dans les flux économiques internationaux implique : l'importation des produits qui ne peuvent pas être obtenus dans des conditions favorables (ou qui le seraient à des coûts trop élevés), la variation dans l'alimentation, ainsi que l'exportation de certains produits pour lesquels le pays dispose d'avantages comparatifs.

3► Les politiques agricoles et alimentaires visent à garantir une consommation physiologique normale d'aliments dont les normes sont établies par les instituts médicaux spécialisés compte tenu des traditions, des structures socio-professionnelles, des classes d'âge, etc.

4► La solution du problème de sécurité alimentaire dépend non seulement de l'existence des disponibilités physiques en produits alimentaires, mais aussi des possibilités d'acheter ces produits. Elle dépend des corrélations créées entre la croissance démographique,

le produit intérieur brut et la demande solvable pour les produits alimentaires.

Le fait que plus de 50% de la population active est employée dans la production agro-alimentaire et qu'environ 60% des revenus sont consacrés aux dépenses alimentaires pose le problème fondamental du développement de l'économie roumaine, qui est l'augmentation simultanée du produit intérieur brut et l'accroissement de la productivité du travail dans le secteur agro-alimentaire.

5► La solution au problème alimentaire dépend surtout de la formation et du développement du secteur agro-alimentaire et de toutes ses composantes :

- les branches d'amont qui fournissent des facteurs de production ;
- l'agriculture ;
- l'industrie de transformation, le stockage, la distribution et la circulation des produits agro-alimentaires ;
- les ménages.



